

# Réunion de M.L. Penchard avec le gouvernement polynésien : "On a trouvé des terrains d'entente"

Publié le 16 octobre 2010 à 17:10 (Tahitipresse)

Un rendez-vous, samedi matin à la Présidence, a permis de faire le point et d'afficher "une bonne image" du partenariat entre l'Etat et le Pays, malgré des divergences de point de vue assumées. Marie-Luce Penchard a réaffirmé l'engagement de l'Etat et le président Tong Sang assure avoir reçu "des assurances de la part de la ministre" de l'Outre-mer, quant à la pérennité du versement de la DGDE.

Suite à sa présentation du plan de réforme de la loi électorale, présentée vendredi soir à la résidence du haut-commissariat, Marie-Luce Penchard a rencontré l'ensemble du gouvernement, samedi matin à la présidence de la Polynésie française. Ce n'est en tout cas pas cet aspect des choses qui aura été évoqué lors de cette réunion consacrée essentiellement à un examen de la situation économique du Pays.

La Dotation globale de développement économique (DGDE), le contrat de projets ou encore le partenariat Etat/Pays étaient au coeur de cette réunion que, de part et d'autre, l'on s'est accordée à estimer "réussie". "C'est la première fois qu'un ministre consacre autant de temps au gouvernement de la Polynésie française", a reconnu M. Tong Sang.

"Réorienter certaines opérations"

Quand à Mme Penchard, elle s'est déclarée "ravie de ce moment passé avec l'ensemble des ministres". La ministre, "satisfaite" de cet échange "parce que nous avons été au fond des dossiers", a tenu à préciser que malgré certaines divergences de vue, "on a trouvé des terrains d'entente".

Elle a ainsi convenu de la nécessité de "réorienter certaines opérations", notamment en ce qui concerne la question du logement social, et la difficulté du foncier en Polynésie française : "On peut comprendre pourquoi il y a des retards dans la réalisation des opérations", a-t-elle reconnu, alors que la veille, elle avait stigmatisé le fait que le contrat de projets, "deux ans après sa signature" ne soit "engagé qu'à 15%". A ce titre, notamment, elle a même envisagé, "si nécessaire un amendement à ce contrat de projets".

"Je respecte l'autonomie du Pays"

La question n'a pas manqué de lui être posée concernant la réaction de Gaston Tong Sang, la veille, qui annonçait "renoncer" au prêt de 5 milliards Fcfp de l'Agence française de développement (AFD) pour lequel elle avait "fait en sorte que ce prêt puisse être mobilisé".

"C'est une possibilité qui a été offerte au président de la Polynésie française. Maintenant, le Pays fait un autre choix, il lui appartient d'en tirer les enseignements", a simplement expliqué Mme Penchard en affirmant : "Je respecte l'autonomie du Pays".

"La priorité, c'est de sauver 200 milliards, pas 5 milliards"

Pour Gaston Tong Sang, les choses sont simples à expliquer : "Est-ce que je dois accepter un prêt qui, dans une des conditions, demande à ce que le budget 2011 soit voté par l'Assemblée de Polynésie

française ? Je respecte trop les institutions du Pays ! Je ne peux pas obliger l'Assemblée à voter un budget . Ce n'est pas possible !".

Pour le président du Pays, "la priorité, c'est de sauver 200 milliards (ndlr- 239 milliards Fcfp, l'équivalent de la DGDE), pas 5 milliards". Et celui-ci de préciser, en voulant "rassurer les entreprises" qu'il a de quoi financer le budget d'investissement 2010 : "J'ai déjà un prêt de substitution de 11 milliards que je vais signer bientôt avec des investisseurs, au travers de la DEXIA... qui a trouvé des gens qui veulent mettre de l'argent en Polynésie, car il y a encore un peu de confiance... On va contracter un prêt sur le marché obligataire. Ca nous coûtera un peu plus cher mais pour moi, la priorité, c'est de sauver l'économie de ce Pays".

"Mme Penchard fera tout pour que l'Etat respecte ses engagements"

Interrogée sur ce qui pourrait rester de l'autonomie si les recommandations du rapport Bolliet devaient être appliquées à la lettre par le Pays, ML Penchard a été très claire : "C'est un rapport qu'a voulu le président de la Polynésie parce que la Polynésie a besoin de s'engager, notamment pour redresser ses finances publiques. C'est un outil d'aide à la décision... ce n'est pas un rapport qui s'impose au Pays. Maintenant, il appartient au gouvernement, aux élus de la Polynésie, de faire des choix. Je n'ai pas à intervenir là-dessus".

Le président du Pays s'est réjoui que Mme Penchard "fera tout pour que l'Etat respecte ses engagements". Pour M. Tong Sang, toujours préoccupé par la question de ses finances publiques, "l'objectif du gouvernement, c'est que l'Etat puisse verser la totalité de la dotation. Il ne faut pas que le changement de dispositif permette à l'Etat de rogner une partie de la DGDE, notamment en investissement. J'ai eu des assurances de la part de la ministre, comme quoi non seulement le Pays aura la totalité de la DGDE de 2010, mais la totalité de celle de 2011. Et jusqu'à dire qu'elle va inscrire dans la loi organique la DGDE pour éviter qu'on dise qu'on va la défaire à la prochaine majorité ou sous un autre gouvernement".

500 à 700 logements d'ici 2011

Reconnaissant néanmoins, en ce qui concerne le contrat de projets, qu' "aujourd'hui, l'exécution n'est pas bonne !", il a indiqué que, de son côté, le gouvernement avait "proposé des outils nouveaux permettant d'accélérer la consommation des crédits (du contrat de projets). Et il a annoncé pouvoir "lancer très rapidement un programme de 500, 700 logements dès la fin de l'année ou le début de l'année 2011".

Pourquoi monter des opérations où plusieurs financements interviennent ? a interrogé Gaston Tong Sang ... "L'Etat a sa façon de financer, le Pays une autre. Pourquoi, tout en conservant la parité globale sur le contrat de projets, est-ce que l'Etat ne se consacrerait pas davantage à des opérations pour les communes... et le Pays pour le logement social ? **Pourquoi ne pas utiliser le contrat de projets pour acheter des projets clés en main de promoteurs privés ? Elle est d'accord aussi, donc je pense qu'on avance bien**".

Un partenariat loyal : "il ne s'agit pas de faire de l'ingérence"

Toutes ces recommandations du rapport Bolliet ne datent pas d'aujourd'hui... Est-ce qu'il n'aurait pas été possible, à une certaine époque de "vaches grasses" de "dégraisser le mammoth", la fonction publique, plutôt qu'en cette période de vaches maigres...? "L'Etat a toujours dit qu'il serait aux côtés de la Polynésie dans ce partenariat loyal", a expliqué Mme Penchard à la question posée par un journaliste évoquant la période d'avant 2004, et en précisant les termes du partenariat Etat/Pays :

"un partenariat qui ne remet pas en cause le principe de l'autonomie de la Polynésie. Ces choix appartiennent au territoire. Nous allons accompagner le territoire pour l'aider à prendre des décisions. Mais nous ne prendrons pas les décisions à la place du territoire. Ce que je veux dire – c'est très important – il ne s'agit pas de faire de l'ingérence. En tout cas, ne comptez pas sur moi pour le faire... Simplement le Pays sait que chaque fois qu'il aura besoin de l'Etat pour l'aider dans ses décisions, il trouvera l'Etat. Ca a toujours été ma décision et je continuerai dans ce sens. Pour le reste, je n'ai pas envie d'engager une polémique..."